
L'archive est-elle un cercueil ?

Les funérailles démocratiques de la Révolution cubaine dans la revue d'exil *Encuentro de la cultura cubana*

¿Sería el archivo un cajón mortuario? Funeral democrático de la Revolución cubana en la revista del exilio. Encuentro de la cultura cubana

Amina Damerdj



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/america/1953>

DOI : 10.4000/america.1953

ISSN : 2427-9048

Éditeur

Presses Sorbonne Nouvelle

Édition imprimée

Pagination : 73-80

ISSN : 0982-9237

Ce document vous est offert par Bibliothèque Sainte-Barbe - Université Sorbonne Nouvelle Paris 3



Référence électronique

Amina Damerdj, « L'archive est-elle un cercueil ? », *América* [En ligne], 51 | 2018, mis en ligne le 04 avril 2018, consulté le 09 août 2018. URL : <http://journals.openedition.org/america/1953> ; DOI : 10.4000/america.1953

L'archive est-elle un cercueil ?

Les funérailles démocratiques de la Révolution cubaine dans la revue d'exil *Encuentro de la cultura cubana*

¿Sería el archivo un cajón mortuario?

Funeral democrático de la Revolución cubana en la revista del exilio
Encuentro de la cultura cubana

Résumé

En 1996, Jesús Díaz, écrivain cubain récemment exilé, fonda à Madrid sa troisième revue, *Encuentro de la cultura cubana* dont un des objectifs était de construire « l'archive » plurielle – transcendant le clivage entre La Havane et Miami – de la « mémoire » cubaine. Malgré de timides réformes induites par l'écroulement de l'URSS, la stabilité du régime révolutionnaire en 1996 rend cette approche mémorielle quelque peu déroutante. Après avoir interrogé et analysé sa fabrique dans les nouvelles conditions d'exil, cette contribution questionne la non moins déconcertante centralité de la littérature dans le projet politique d'*Encuentro*. À la rescousse d'une nation déterritorialisée, le texte fournirait à la fois un lieu et un modèle de démocratie.

Mots-clés : Révolution cubaine, République mondiale des lettres, démocratie, archive, matérialisme littéraire

Resumen

En 1996, Jesús Díaz, escritor cubano y recién exilado, fundó en Madrid su tercera revista, *Encuentro de la cultura cubana* cuyo objetivo, entre otras cosas, era construir « el archivo » plural – más allá del antagonismo entre La Habana y Miami – de la « memoria » cubana. A pesar de reformas tímidas que respondían a la caída de la URSS, esta mirada memorial desconcierta teniendo en cuenta la estabilidad del régimen revolucionario en 1996. Después de interrogar y analizar su fábrica en las nuevas condiciones de exilio, este estudio cuestiona la no menos sorprendente centralidad de la literatura en el proyecto político de *Encuentro*. Socorriendo una nación desterritorializada, lo textual entregaría a la vez un lugar y un modelo de democracia.

Palabras claves: Revolución cubana, República mundial de las letras, democracia, archivo, materialismo literario.

Une démocratisation effective peut toujours se mesurer à ce critère essentiel, la participation et l'accès aux archives, à leur constitution et à leur interprétation.
Jacques Derrida (*Mal d'archive*, 1995 : 4)

EN 1996, L'ÉCRIVAIN CUBAIN JESÚS DÍAZ FONDAIT DANS SON RÉCENT EXIL MADRILÈNE sa troisième et dernière revue, *Encuentro de la cultura cubana*, dont l'objectif était d'élaborer, par la libre discussion entre exilés et non-exilés, « l'archive » de l'histoire cubaine contemporaine. Transcendant les antagonismes politiques et la dispersion géographique, les pages d'*Encuentro* devaient ainsi offrir un espace de dialogue encore inexistant qui permettrait – par synthèse ? par confrontation ? – de porter une mémoire plurielle de la société cubaine. Dans le contexte du démantèlement de la logique des deux blocs qui avait structuré la géopolitique mondiale depuis le début de la guerre froide, l'exil espagnol pouvait apparaître comme une voie médiane entre le clan de Miami et celui de La Havane. Mais pourquoi « archiver » ? Ce terme ou d'autres comme « postrévolutionnaire » qui se glissent çà et là dans la revue ont de quoi dérouter le lecteur de 2018 qui sait que le régime, vingt ans plus tard, n'est pas tombé. On se demande alors ce qui a engagé ces observateurs, intellectuels, hommes politiques et écrivains, à concevoir la proximité d'un changement. Entre 1996 et 2002, moment où Jesús Díaz dirigea *Encuentro*, l'« État révolutionnaire » conservait pourtant le même leader et, à peu de chose près, les mêmes structures de pouvoir depuis les années soixante. Quels indices leur firent flairer un au-delà révolutionnaire si proche qu'il les autorisait à transformer leur présent en archive ? Ce coup d'œil rétrospectif n'était-il pas étrangement prématuré ?

Cependant, ce n'était ni le goût de l'archive ni celui de la loupe tranquille de l'historien qui guidait Jesús Díaz. Cet ancien intellectuel organique de la Révolution devenu, depuis 1991, un exilé et opposant public au régime castriste avait toujours tourné son activité de revuiste vers la brûlante réflexion politique. Le premier éditorial d'*Encuentro* l'énonçait d'ailleurs en ces termes : il fallait créer « un debate necesario sobre el pasado, el presente y el futuro del país » (Díaz, 1996 : 3). *Encuentro* voulait aiguillonner l'avenir politique du pays ; le rétroviseur n'était là que pour mieux assurer la vitesse du véhicule. Mais quelle était la destination ? J'accorderai le premier pan de cette réflexion à l'examen des conditions historiques, sociales et économiques de cette troublante approche mémorielle.

À la lecture des vingt-cinq numéros publiés entre les étés 1996 et 2002, un second élément déconcerte le lecteur : la place octroyée à la littérature au sein de ce projet politique. Tout d'abord, en termes quantitatifs. La moitié du premier numéro est consacrée à des textes de critique ou de création littéraires. Cette teneur littéraire, réduite au quart des épais numéros suivants, resta un pivot de la revue tout au long de la période en question. Son poids se mesure à la permanence de rubriques littéraires, notamment celle de la section « hommage » qui ouvre presque chaque livraison sur un grand écrivain cubain. En plus d'une importance quantitative, la présence littéraire est aussi chargée symboliquement. Le choix du titre de la revue est en effet alloué au fameux poète cubain Gastón Baquero également exilé en Espagne. Son texte « La cultura nacional es un lugar de encuentro » occupe significativement la place liminaire du premier numéro d'*Encuentro* faisant de la parole poétique le lieu originel du projet de la revue. Cette place d'honneur accordée à la littérature ainsi que son rôle dans le projet politique de la revue occupera le second et dernier pan de cette réflexion. L'archive sera-t-elle littéraire ? J'éprouverai l'hypothèse de l'accueil dans les pages d'*Encuentro* de la « République mondiale des lettres » (Casanova, 1999) comme modèle politique pour la société cubaine.

1. Le fantasme démocratique

Afin de comprendre ce qui permit à l'équipe d'*Encuentro* de postuler l'imminence de l'au-delà révolutionnaire cubain, il faut tout d'abord analyser quelques éléments contextuels qui influencèrent ce positionnement. Ce sont toutefois davantage les nouvelles conditions matérielles de production de la revue et de vie de ses dirigeants qui façonnèrent plus sûrement leur vision et leurs prédictions politiques pour Cuba.

1.1. Le monde change, Cuba suivra

Au printemps 1996, c'est-à-dire à la parution du premier numéro d'*Encuentro*, l'URSS s'est effondrée depuis cinq ans, plongeant ainsi Cuba, dont elle était le principal allié commercial, dans une crise économique sans précédent connue aujourd'hui sous l'euphémisme de « Période spéciale ». Par-delà la misère, l'île s'essoulait sur l'échiquier géopolitique mondial en perdant son appui le plus puissant. La Révolution tiendrait-elle bon ? Les analyses publiées dans les premiers numéros d'*Encuentro* penchaient, dans leur très grande majorité, pour un changement aussi inéluctable qu'imminent. Sur quels éléments et événements reposait ce diagnostic ?

En 1996, la chute du mur de Berlin avait été chassée du rang des actualités. Toutefois, ses répliques sismiques à Cuba étaient plus neuves. Les réformes constitutionnelles de 1992 avaient envoyé des signaux forts aux pays occidentaux : démocratisation de la vie interne du Parti communiste cubain, marge de pluralisme octroyée aux moyens de diffusion, augmentation de l'implication citoyenne dans la vie politique, ouvertures aux investissements étrangers et, symbole de taille, suppression du qualificatif « marxiste-léniniste » pour habiller la Révolution. Aussi, les nouvelles élections qui eurent lieu en 1993 et l'envoi, cette même année et pour deux ans, d'une équipe d'économistes gouvernementaux espagnols à La Havane afin de mieux paver la route du changement mirent dans les bouches un couple de mots tonitruants : « démocratisation » et « libéralisation ».

Cette volonté néanmoins timide du régime cubain semblait d'autant plus inévitable aux observateurs de l'époque qu'elle était pour eux le pur fruit de la nécessité. Le chômage, maintenu à moins de deux pour cent depuis le début de la Révolution, frappait désormais un tiers de la population. Les maladies mortelles proliféraient. Au mépris de leur vie, les Cubains s'enfuyaient par milliers, faisant ainsi céder la rigueur des frontières de leur pays : le 5 août 1994, Fidel Castro annonçait la suppression des garde-côtes, laissant ainsi fuir sans un geste les 32 385 personnes qui naviguèrent vers Miami entre le 12 août et le 13 septembre 1994.

Aussi, la somme de l'affaiblissement géopolitique de Cuba, des difficultés économiques auxquelles l'île était confrontée et des signaux politiques envoyés par le gouvernement généraient une croyance en un prochain changement. Cependant, les signes réels de démocratisation et de libéralisation restaient timides. L'attente, de plus en plus décevante, érodait peu à peu l'enthousiasme des premiers numéros sans pour autant suffoquer le débat sur le changement.

1.2. Une transition démocratique à la cubaine ? Fondements et fonctions d'une croyance

Sur la couverture verte de l'épais premier numéro se détachent en lettres jaune pâle : « La transición política en Cuba. Jorge I. Domínguez ». Cet article ainsi promu par la rédaction émane d'un professeur de sciences politiques internationales à l'Université d'Harvard, considéré par le magazine du Council of Foreign Relations des États-Unis comme le « dean of US cubanologists » (Lowenthal, 1989 : 17). L'amorce prophétique « Lenta y sigilosamente ya empezó una transición política en Cuba » (Domínguez, 1996 : 5) matérialise ainsi un thème qui sera absolument central, malgré quelque refroidissement, dans la revue : celui de la transition démocratique de Cuba sur le modèle de celle réalisée

par l'Espagne qui mit ainsi un terme à trente-six ans de dictature. Or, si l'on ajoute aux 1 735 occurrences de « démocratie » – ou de ses dérivés – les 839 occurrences de « transition » employé dans son sens espagnol de « passage à la démocratie libérale », on obtient un total de 2 574 occurrences sur les 5 223 pages publiées entre 1996 et 2002. Autrement dit, près d'une page sur deux d'*Encuentro* agite le foulard démocratique. Cette analyse lexicométrique prouve certes l'omniprésence de ce modèle politique dans la revue, mais elle n'en explique pas pour autant la raison. Comment un ancien marxiste-léniniste convaincu tel que Jesús Díaz a-t-il pu défendre dans sa publication une transition démocratique cubaine calquée sur le modèle espagnol, ravivant ainsi au passage de potentiels liens coloniaux ?

Sans minimiser l'évolution politique de Díaz ni celle de ses collaborateurs avant même leur exil, et sans supposer non plus une traduction littérale du contexte espagnol dans la vision du monde, par ailleurs plurielle, qui jaillit d'*Encuentro*, remarquons les parallèles régulièrement tracés dans la revue entre l'histoire politique espagnole récente et l'histoire politique cubaine à venir. Ces parallèles qui dépassent nettement l'état de vague évocation terminologique apparaissent parfois en première loge des articles. C'est-à-dire dès le titre : « La transición política española (y su posible interés como modelo para Cuba) » de l'historien anglo-espagnol Charles Powell (Powell, 1997 : 87) ou « Después de Fidel, ¿qué? » (Colomer, 1998 : 77-90) calqué sur le fameux livre *Después de Franco, ¿qué?* de Santiago Carrillo. Ce dernier article fait état de l'un des piliers de la comparaison entre l'Espagne et Cuba dans *Encuentro* : l'assimilation de Castro à Franco tous deux indistinctement envoyés dans la case « dictateur ». Quoi que l'on pense de cette assimilation, c'est son utilité dans le discours d'archivage de la Révolution qui nous intéresse : au moment où le cours des mois invalidait l'hypothèse d'une démocratie imminente, adosser le régime à la vie, forcément limitée, de Fidel Castro rendait alors le changement inéluctable. En s'abattant sur Franco, la mort avait joué le rôle de sage-femme des démocraties ; elle devait donc poursuivre sa tâche avec Castro.

Outre la probable influence du contexte espagnol sur les analyses et positions politiques d'*Encuentro*, une « coïncidence¹ » entre la défense de ce projet démocratique et l'identité des financements de la revue saute rapidement aux yeux. Parmi les soutiens les plus actifs se trouvent le Centre international Olof Palme du parti socialiste suisse auréolé de la triple couronne de « democracy, human rights and peace », la *National Endowment for Democracy*, l'*Open Society Institute*, ONG américaine voulant « build vibrant and tolerant democracies » et, quelque temps avant la mort de Jesús Díaz en 2002, l'Union européenne. Pendant tout ce temps, le financement de l'État espagnol à travers la *Agencia Española para la Cooperación Internacional*, organisme du ministère des Affaires étrangères, n'a par ailleurs jamais cessé. Or, un des objectifs affichés sur le site de l'AECID – *Agencia Española para la Cooperación Internacional y el Desarrollo*, version actuelle de l'AECL – est « la promoción de la democracia ». Lors de mon dernier entretien avec Annabelle Rodríguez, l'ancienne administratrice d'*Encuentro* et véritable seconde de Jesús Díaz, elle s'était défendue de toute dépendance politique de la revue à l'égard de ces organismes : « Jamás nos coaccionaron. Nunca intentaron meterse en lo que publicábamos, jamás². » Si l'on peut admettre que ces organismes n'aient pas eu d'exigences directes, auraient-ils pour autant financé une revue qui contredisait leurs intérêts et leur vision du monde ? Par ailleurs, les bilans et exemplaires qu'Annabelle Rodríguez devait régulièrement leur envoyer pou-

1 Lors d'un récent entretien avec l'historien Carlos Malamud (4 avril 2017), il préféra employer le terme de « coïncidence » pour qualifier la rencontre des intérêts des exilés cubains et ceux de l'État espagnol et des organismes internationaux qui financèrent également la revue. Étant donné le déséquilibre des deux forces coïncidentes et l'évolution accentuée dans l'exil des Cubains, ce terme mériterait une plus ample discussion qui dépasserait le cadre de cet article.

2 Entretien réalisé à Madrid en janvier 2016.

vaient à eux seuls engager ou désengager ces organismes à poursuivre leur financement. Ni coaction, ni « coïncidence » ; postulons plutôt le partage d'un même univers de valeur largement façonné par les conditions matérielles de production de la revue qui incluent, donc, son financement. Ce partage de valeurs politiques, entretenu par des liens d'amitié forts comme ceux existants entre le père d'Annabelle Rodríguez, Carlos Rafael Rodríguez, et Felipe González occulte peut-être, aux yeux des acteurs, une possible dépendance à l'égard de financements qui leur fournissaient par ailleurs leurs moyens de subsistance³.

Enfin, pour conclure ce point sur la construction de ce désir démocratique dans *Encuentro*, évoquons la synonymie qui s'opère peu à peu dans ses pages entre démocratisation et libéralisation, si bien que le conseiller économique gouvernemental espagnol Alberto Recarte put qualifier au dixième numéro ses concitoyens qui investissaient à Cuba d'« agentes inintencionados » de la démocratie (Recarte, 1998 : 92). Cette synonymie prend un sens particulier dans un contexte où Cuba devenait l'enjeu de rivalités commerciales entre l'Union européenne et les États-Unis. En 1995, alors que la production cubaine se relevait pour la première fois depuis des années, l'Union européenne proposait au gouvernement de Castro un accord commercial conditionné par une ouverture politique. Sans trop tarder, le 12 mars 1996, le *Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act*, plus connu sous le nom de loi Helms-Burton, réitérait l'interdiction américaine de commercer avec Cuba sous peine de sanction. Cette volonté contradictoire suscita une rencontre en avril 1997 qualifiée de « uno de los episodios más serios de enfrentamiento entre Washington y Bruselas » dans le numéro 4/5 d'*Encuentro* (Roy, 1997 : 68).

Ainsi cette pulsion mémorielle était-elle mobilisée au service d'une vision politique largement construite dans ces conditions nouvelles de l'exil. Le rôle de l'« archive » de la Révolution cubaine était en réalité celui d'un accélérateur démocratique, calqué sur le modèle de la démocratie libérale occidentale, modèle étrangement non questionné dans la revue. Observons désormais comment *Encuentro* organisait concrètement sa maïeutique démocratique et le statut privilégié de sage-femme octroyé à la littérature dans cette entreprise.

2. *Encuentro*, l'antichambre textuelle de l'agora cubaine

Ces lunettes démocratiques construites depuis l'exil livrent des éléments probants pour expliquer ce surprenant archivage du temps présent. Toutefois, dans cette entreprise politique, l'importance accordée à l'écrit et en particulier à la littérature trace un nouveau point d'interrogation. Pourquoi cette stable et importante part littéraire ? En quoi l'identité littéraire servait-elle le projet politique d'*Encuentro* ?

2.1. La littérature à la rescousse de la géographie

La conclusion du premier éditorial est un premier indice. Après avoir garanti l'ouverture à la polémique de la revue, Jesús Díaz qualifie finalement son activité de la sorte : « prefigurando así la sociedad plural que deseamos » (Díaz, 1996 : 3). Impulsant un mouvement contraire mais non contradictoire avec l'archivage précédemment exposé, il présente *Encuentro* comme un pré-modèle de la société démocratique à venir. Un pré-modèle et en même temps un lieu de rencontre inexistant entre les Cubains de l'intérieur et ceux de l'extérieur. Aussi, chaque numéro était-il composé selon ce critère d'équilibre entre les différents éclats géographiques de la société cubaine. Cette répartition valait

3 Annabelle Rodríguez et Jesús Díaz étaient salariés de la revue. D'autres salaires ont été, moins constamment, octroyés grâce aux financements.

aussi pour la diffusion, malgré son coût. Près de la moitié du tirage, soit entre 1 500 et 2 000 exemplaires⁴, voyageait chaque trimestre vers Cuba dans des valises diplomatiques. Ils circulaient ensuite gratuitement sur l'île selon l'ordre des listes de lectures clandestines. Contrairement à la première revue de Díaz dont le titre, *El Caimán barbudo*, l'ancrait dans la forme même du territoire national cubain, *Encuentro de la cultura cubana* revendique sa déterritorialisation comme une des conditions de réunion d'une nation dispersée. Autrement dit, cette déterritorialisation était le seul moyen de construire un dialogue entre les différents éléments de la société cubaine. *Encuentro* se pensait bien comme une agora sur papier destinée à façonner un *habitus* démocratique textuel qui, plus tard, pourrait se faire pratique politique. Mais quelle foi dans la performativité du langage faut-il avoir pour mener pareille entreprise ? Certes, la réception d'*Encuentro* fut, semble-t-il, suffisamment menaçante pour provoquer de virulentes prises de position dans la presse culturelle cubaine⁵. Néanmoins, de quelle manière un *habitus* textuel pouvait-il réellement prétendre à devenir une pratique politique ?

On pourrait inférer cette croyance dans le pouvoir politique du texte à la formation littéraire de Jesús Díaz et de son équipe. Lui-même romancier consacré à Cuba comme en Espagne, il fut secondé dans cette entreprise par des écrivains comme Pío Emilio Serrano, directeur adjoint des trois premiers numéros, puis Manuel Díaz Martínez à partir du numéro 4/5. La liste des collaborateurs qui joute le sommaire regorge elle aussi d'écrivains. Parmi eux, Raúl Rivero et Guillermo R. Rivera, deux anciens membres de la première revue de Díaz, *El Caimán barbudo*, organe culturel de l'Union de la Jeunesse communiste. Peut-être *Encuentro* ne faisait-il que prolonger, différemment, cette tâche politique assignée à la littérature. Néanmoins, cette première promenade sur les terres littéraires de la revue nous a fiché deux cailloux dans la chaussure.

2.2. La république mondiale des lettres comme modèle politique

Le premier est lié aux financements de la revue. Comme on a pu le voir, *Encuentro* n'était pas sorti de la seule cuisse de ses fondateurs : c'était un projet qui avait reçu un financement conséquent⁶ du gouvernement espagnol avant même sa première publication, puis d'autres organismes internationaux proches en général de la social-démocratie. Pourquoi ces organismes politiques auraient-ils validé un tel profil littéraire de la revue ? Était-ce parce qu'ils croyaient au pouvoir d'entraînement de la création littéraire à un moment où on privilégiait le « wishful thinking » politique (Solchaga, 1997 : 47) ? Toutefois, étant donné la faible diffusion de la revue, on imagine mal qu'ils misaient sur le seul pouvoir du texte.

Si ce n'est un rôle purement textuel, quelle pouvait être alors la fonction de la littérature dans cette entreprise politique ? Le premier élément d'explication est qu'elle apporte un élément consensuel fort utile au projet coagulateur d'*Encuentro*. Aussi, quelqu'un comme Baquero, qui avait dédié son fameux recueil *Poemas invisibles* « a los muchachos y muchachas nacidos con pasión por la poesía en cualquier sitio de la plural geografía de Cuba » (Lázaro, 1996 : 5), servait-il, symboliquement, la vision politique portée par *Encuentro*. C'est sans doute une des raisons de son omniprésence, protéiforme cependant, dans la revue. Toutefois, cette portée symbolique ne peut expliquer une telle teneur littéraire dans une revue à la visée politique si claire.

4 Ce chiffrage m'a été donné par Annabelle Rodríguez, ex-administratrice de la revue.

5 Pedro de la Hoz, directeur de la page culturelle du journal officiel du PCC *Granma*, prit position par exemple le 24 mars 2000 au sein de cette publication contre un événement organisé par *Encuentro* au sujet de Cuba.

6 Dans un entretien réalisé en septembre 2014 à Madrid, Annabelle Rodríguez chiffrait à 15 millions de pesetas le montant octroyé par l'AECL avant la parution du premier numéro.

Mandábamos a los presidentes de gobierno. Queríamos que las personas se enteraran, nos interesaba que la leyeran. Mandábamos a todas las personas que tenían influencia. Mandábamos a Izquierda Unida, a los sindicatos, al PP y PSOE, cien personas en cada uno de los partidos. Tenemos la mejor base de políticos aquí en España⁷.

Dans quelle mesure les dossiers littéraires, critiques et textes inédits pouvaient-ils intéresser ces destinataires ? L'aspect consensuel était-il le seul avantage de cette identité littéraire ?

Après plusieurs numéros marqués par un fort pessimisme politique⁸, le numéro 8/9 fut coiffé d'un éditorial intitulé « De fiesta ». On y célébrait six motifs de réjouissance, tous littéraires : l'attribution de quatre prix espagnols et internationaux à des auteurs cubains et la création de deux maisons d'édition spécialisées dans la littérature cubaine de l'île et de la diaspora. Parmi ces prix, on comptait le Cervantès, la plus haute distinction littéraire en castillan, attribué à l'écrivain cubain Cabrera Infante, ainsi que le prix Reporters Sans Frontières attribué au poète et journaliste Raúl Rivero, ancien poète officiel du régime castriste récemment passé du côté de la dissidence. Présentant ce succès littéraire international comme « una respuesta a la crisis », l'éditorial s'achève sur l'éloge de la littérature comme manière de « seguir cumpliendo con la vocación inaugural de *Encuentro de la cultura cubana*, prefigurar en la medida de nuestras fuerzas la sociedad plural y democrática que deseamos para nuestro país » (Díaz, 1998 : 4). En quoi ces auteurs et éditeurs cubains servaient-ils la cause démocratique ? Mon hypothèse est la suivante : l'insertion réussie des écrivains cubains dans le marché éditorial mondial, leur dispersion géographique et leur hétérogénéité politique faisaient d'eux un modèle d'organisation pour la société à venir. En saisissant la catégorie « auteur cubain » comme un échantillon cohérent de l'entièreté de la société cubaine – opération discutable dans la mesure où il sélectionne les écrivains primés à l'international, en général dissidents même quand ils vivaient sur l'île comme Raúl Rivero –, Díaz propose un modèle d'intégration de la production nationale au marché international.

2.3. La construction d'un sujet poétique « libéral démocratique »

En effet, comme on l'a vu, « libéralisation du marché » et « démocratie » appartiennent, dans les pages d'*Encuentro*, à un même ensemble sémantique. D'abord parce que le premier est souvent présenté comme condition démocratique par les économistes publiés dans la revue. Mais aussi parce que la trajectoire de certains exilés ou opposants de l'intérieur est marquée par cette association : Díaz lui-même a rompu politiquement avec le régime au moment où Cuba entrait dans une crise économique sans précédent depuis le début de la Révolution. C'est également le cas de Raúl Rivero, devenu journaliste « indépendant » dans les années 1990, c'est-à-dire travaillant, entre autres, pour des journaux espagnols, américains ou français⁹. Sans doute aussi pour cette similitude de trajectoire avec Díaz, Raúl Rivero est un des poètes réguliers d'*Encuentro*. Or, sa plume poétique esquisse également un rapport vertueux entre liberté mercantile et liberté politique. Dans « La canción de los perdedores » (Rivero, 1996 : 89-90), il décrit un marché havanais où la misère va de pair avec la bien ironique « libertad de orinar » octroyée au peuple cubain.

Ce poème synthétise par ailleurs le double mouvement promu par *Encuentro* : hâter la digestion du présent révolutionnaire en passé révolu et construire un modèle démocratique textuel prêt-à-copier dans un futur proche. Tout d'abord, la perspective rétrospective éclate dès le titre. L'adjectif « perde-

7 Entretien avec Annabelle Rodríguez réalisé en janvier 2017.

8 Par exemple, le même Jorge I. Domínguez qui avait frappé le premier numéro de son enthousiasme démocratique, écrivait désormais : « no hay motivo de celebración. Para quienes quieren una Cuba plenamente democrática, falta mucho por cambiar » (Domínguez, 1998 : 22).

9 Entretien avec Raúl Rivero, janvier 2016.

dores » repris anaphoriquement dans le poème pour désigner le peuple cubain – « aquí estamos los perdedores » – prend le parti d'une fin de partie défavorable aux Cubains. En lisant le poème, on comprend que cet événement agonistique implicite est la Révolution. Par ailleurs, ce « perdedores » qui qualifie le « nosotros » du poème contribue à faire émerger, au cours de ces 127 vers, un sujet collectif qui tranche avec la première personne du singulier majoritaire dans la production de Raúl Rivero :

Es el boulevard de San Rafael
nuestro como un aguinaldo de fin de siglo
que limita como se sabe
en el Prado con Haití
y en Galiano
con toda la sombra del porvenir.

Dans un même temps, cette dernière strophe associe la réappropriation collective de l'espace du marché, le boulevard San Rafael devenu « nuestro », et l'ouverture d'un avenir ensoleillé puisqu'il possède une ombre.

Conclusion

En 1966, la direction de l'Union de la Jeunesse communiste sollicite le jeune Jesús Díaz afin qu'il réunît autour de la revue *El Caimán barbudo* la première avant-garde littéraire de la Révolution. Exactement trente ans plus tard, Díaz et d'autres écrivains de cette première équipe, comme Raúl Rivero, se retrouvèrent dans une seconde revue, *Encuentro de la cultura cubana*, financée cette fois par le gouvernement espagnol de Felipe González. En accord avec les visées de ce financeur puis des autres qui l'appuyèrent ensuite et dans le contexte du chamboulement géopolitique créé par la disparition de l'URSS, la revue cherchait à amener une démocratie à Cuba de deux façons différentes : en fossilisant, ou archivant, le présent révolutionnaire et en créant un *habitus* textuel et littéraire démocratique, associé aux valeurs économiques libérales. Ces poètes étaient-ils passés d'une avant-garde révolutionnaire à une avant-garde libérale ?

Bibliographie

- BAQUERO, Gastón, 1991, *Poemas invisibles*, Madrid, Verbum.
- CARRILLO, Santiago, 1965, *Después de Franco, ¿qué?*, Granada, Universidad de Granada.
- CASANOVA, Pascale, 1999, *La République mondiale des lettres*, Paris, Seuil.
- COLOMER, Josep M., 1998, « Después de Fidel, ¿qué? », *Encuentro de la cultura cubana*, n° 8/9, Madrid, p. 77-90.
- DERRIDA, Jacques, 1995, *Mal d'archive*, Paris, Éditions Galilée.
- DÍAZ, Jesús, 1996, « Presentación », *Encuentro de la cultura cubana*, n° 1, Madrid, p. 3.
- , 1998, « De fiesta », *Encuentro de la cultura cubana*, n° 8/9, Madrid, p. 3-4.
- DIEGO, Eliseo, 1996-1997, « Perinola », *Encuentro de la cultura cubana*, n° 3, Madrid, p. 4.
- DOMÍNGUEZ, Jorge I., 1996, « La transición política en Cuba », *Encuentro de la cultura cubana*, n° 1, Madrid, p. 5-24.
- LOWENTHAL, Abraham F., 1989, « Review: To make a World safe for Revolution: Cuba's Foreign Policy by Jorge I. Domínguez », *Foreign Affairs*, 68 (3), p. 17.
- LÁZARO, Felipe, 1996, « Homenaje a Gastón Baquero », *Encuentro de la cultura cubana*, n° 2, Madrid, p. 5.
- POWELL, Charles, 1997, « La transición política española (y su posible interés como modelo para Cuba) », *Encuentro de la cultura cubana*, n° 6/7, Madrid, p. 87-99.
- RECARTE, Alberto, 1998, « La transición y el futuro de Cuba », *Encuentro de la cultura cubana*, n° 10, p. 91-100.
- RIVERO, Raúl, 1996, « La canción de los perdedores », *Encuentro de la cultura cubana*, n° 2, Madrid, p. 89-90.
- ROY, Joaquín, 1997, « Auge y caída de la ley Helms-Burton », *Encuentro de la cultura cubana*, n° 4/5, Madrid, p. 68-77.